

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) du pôle « Distillation et dispositifs exceptionnels vitivinicoles »

Direction des Interventions / Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles

N° appel à candidature : 26197	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 3	Cotation Groupe RIFSEEP : 3.2 si AAE ou IAE (Application des barèmes RIFSEEP des services centraux du MAASA)
Filière d'emploi : 1 – Elaboration et pilotage des politiques	
Poste vacant	Localisation : FranceAgriMer - 17 avenue de la Ballastière, 33500 Libourne

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont affectés ou accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture.

Implantée à Libourne, au cœur du vignoble bordelais, l'unité « Restructuration, gestion des excédents et sous-produits de la vinification » intervient sur des dispositifs vitivinicoles à forts enjeux économiques, budgétaires et européens. Elle est une des unités constitutives du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles qui est chargé de déployer les interventions et régulations sectorielles de la politique agricole commune en faveur de la viticulture. A ce titre, elle travaille en lien avec différents services centraux de l'établissement, encadre les activités de gestion des services territoriaux dans son champs d'activité et est chargée du lien avec les administrations partenaires et les organisations professionnelles concernées par celles-ci.

Au sein de cette unité, le pôle « distillation des sous-produits » est chargé de ce dispositif et des dispositifs exceptionnels ou de crise s'y rattachant. Il intervient en tant que de besoin sur d'autres interventions du secteur. Le ou la titulaire rejoint une équipe expérimentée de 11 agents et bénéficie de l'appui de la direction de l'unité, d'une fonction réglementation/audits/contentieux et d'une cellule transverse dédiée aux outils, aux données et à la modernisation.

Le poste offre un périmètre national, une forte diversité d'interlocuteurs et la possibilité de contribuer directement à la conception et à la mise en œuvre de réponses publiques aux besoins et aux crises de la filière.

Objectifs du poste

Placée sous l'autorité de la cheffe de l'unité « Restructuration, gestion des excédents et sous-produits de la vinification » et de son adjoint, la personne titulaire du poste pilote un pôle de 11 agents et assure la mise en œuvre nationale des dispositifs qui lui sont confiés.

- Donner du sens, un cadre clair et de la visibilité à l'activité collective, améliorer les pratiques ;
- Sécuriser la mise en œuvre des campagnes, des contrôles et des paiements, assurer l'auditabilité et la sécurité juridique des aides, en particulier vis-à-vis des audits de celles-ci ;
- Traduire les orientations réglementaires en organisation opérationnelle, préparer l'activation rapide de nouveaux dispositifs de crise ou exceptionnels, étudier, moderniser et améliorer les aides pérennes ;
- Représenter FranceAgriMer auprès de ses partenaires

Missions et activités principales :

Sous l'autorité de la cheffe d'unité et de son adjoint, le/la titulaire du poste :

1. Manage un collectif de 11 agents : fixe les priorités, organise l'activité et les délégations, accompagne les agents, développe les compétences, favorise la coopération dans le sens de l'efficacité du travail collectif ;
2. Construit et adapte la programmation annuelle du pôle, répartit les charges, anticipe les pics d'activité et propose les moyens ou renforts nécessaires à l'atteinte des objectifs ;
3. Pilote la distillation des sous-produits ainsi que les aides de crise et les dispositifs exceptionnels vitivinicoles, notamment la distillation de crise, l'arrachage ou toute mesure nouvelle ;
4. Encadre les activités connexes du pôle, notamment les sanctions relatives aux autorisations de plantation nouvelles et à la conditionnalité de la PAC ;
5. Sécurise les calendriers, procédures, guides, tableaux de bord, contrôles et paiements, et suit les risques, délais, indicateurs de performance et la qualité des dossiers ;
6. Identifie les situations complexes, prépare les arbitrages et les décisions relevant de la cheffe d'unité
7. Encadre la constitution des dossiers audités, prépare ou contribue aux réponses aux audits, recours, contrôles et demandes institutionnelles ;
8. Anime la relation avec les distilleries, les opérateurs, les organisations professionnelles et les administrations partenaires ;
9. Porte les besoins métier auprès des équipes SI et de la cellule transverse et contribue aux évolutions applicatives, à la dématérialisation et à la simplification des processus ;
10. Assure le reporting du pôle, représente l'unité dans les instances internes et externes et contribue aux projets transversaux de la direction des interventions.

Relations fonctionnelles du poste :

- En interne : cheffe d'unité et adjoint, pôle restructuration, cellule transverse, fonction réglementation/audits/contentieux, agence comptable, services juridiques et informatiques, services territoriaux et autres unités de la direction des interventions.
- En externe : distilleries, sociétés de commercialisation des alcools, organisations professionnelles, viticulteurs et structures collectives.
- Partenaires institutionnels : DGDDI, ministère chargé de l'agriculture, ASP, DDT(M) et autres organismes intervenant dans le contrôle ou le suivi des dispositifs.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience réussie en management d'équipe et en conduite du changement.
- Pilotage de politiques publiques, de dispositifs d'aide ou de processus à forts enjeux.

Savoir-faire / Maîtrise

- Mobiliser un collectif, donner un cadre et des priorités claires et accompagner les agents.
- Organiser, planifier, anticiper les charges et rendre compte à la chaîne hiérarchique.
- Identifier les dossiers à risques, les situations

• Notions de gestion des risques, de qualité, d'audit et de contrôle interne. • Goût pour la réglementation, les données et les outils numériques. • La connaissance de la PAC, de l'organisme payeur ou de la filière vitivinicole constitue un atout ; une expertise vitivinicole préalable n'est pas indispensable.	urgentes ou sensibles, comprendre les responsabilités et savoir mobiliser la hiérarchie • Faire preuve d'écoute, de diplomatie et d'aptitude à la négociation. • Analyser, synthétiser et rédiger avec clarté. • Représenter l'établissement, animer des réunions et travailler en réseau. • Faire preuve d'autonomie, de fiabilité, d'initiative et d'une appétence pour l'amélioration continue.
--	--

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac +3 en cas de candidature de contractuel.

Une expérience probante en management opérationnel et/ou en pilotage de dispositifs d'aide est demandée.

Poste clé¹ :	Oui	Non ☒
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non ☒
Poste à privilèges³ :	Oui	Non ☒

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), de la ligne 9 station Robespierre (10 mn), du RER A Vincennes (10 minutes) et de lignes de bus. Télétravail possible sous certaines conditions d'éligibilité dans la limite de 3 jours par semaine.

Vous bénéficiez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Vous bénéficiez obligatoirement de la mutuelle employeur et, sur option, d'une garantie prévoyance.

Le siège de France AgriMer offre différentes prestations d'action sociale :

- Restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
- Service médico-social : composé d'un médecin du travail pour le service de médecine de prévention de FAM et d'une assistante de service social
- Une Référente Handicap accompagne également les agents dans leurs parcours professionnels.
- Possibilité de bénéficier du comité d'action sociale,

Une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/09/2026

- **Pour toute information sur le poste :**

Virginie BARA, Cheffe de l'unité Restructuration, gestion des excédents et sous-produits de la vinification
virginie.bara@franceagrimer.fr

Daniel LAURENT, Adjoint à la cheffe de l'unité
daniel.laurent@franceagrimer.fr

- **Pour toute information sur la candidature :** mobilite@franceagrimer.fr

Seules les candidatures adressées sur mobilite@franceagrimer.fr seront valablement examinées.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation ;
- Un curriculum vitae ;
- Pour les agents fonctionnaires, l'indication du corps, du grade et de l'échelon ;